

Organisation du marché du blé, betteraviers, prestations vitiques, fonds d'assainissement du marché des produits laitiers, marché de la viande, pommes de terre de semence (p. 5523 et suiv.) ; Chap. 84-24 : *Amendement de M. Tourné (Exportation de vins)* (p. 5426) ; Chap. 84-28 : *Assainissement du marché du lait et des produits laitiers* (p. 5528) ; Chap. 84-71 : *Baisse de 15 0/0 sur le prix des matériels agricoles* (p. 5530) ; Art. 5 : *Prêts aux agriculteurs migrants* (p. 5532) ; Etat A, Chap. 31-81 : *Entretien et réfection des maisons forestières* (p. 5535) ; Etat B, Chap. 61-60 : *Aménagement des grandes régions agricoles* (p. 5536) ; *Réparation des dommages causés par les inondations dans l'Aveyron* (p. 5538) ; Etat A, Chap. 44-22 : *Tolérance de l'acide borique dans les beurres fermiers* (p. 5542). — Répond à une question de M. Waldeck Rochet relative au prix du blé et du pain [31 décembre 1954] (p. 7053). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955 : *La betterave* [27 janvier 1955] (p. 320) ; Etat A, Chap. 31-01 : *Amendement indicatif de M. Liautey (Droits acquis des bouilleurs de cru ouvriers et retraités)* (p. 321, 322) ; Chap. 43-31 : *Amendement de M. Gabriel Paul (Bourses aux écoles supérieures privées)* (p. 323) ; Etat B, Chap. 61-60 : *Equippedes primeuristes ; inondations ; irrigation des coteaux de Gascogne* (p. 326, 327) ; *Equippedes coopératives viticoles* (p. 327) ; Art. 7 bis : *Fonds pour le développement des adductions d'eau et programme conditionnel* (p. 329, 330) ; Art. 11 bis : *Marché viticole* (p. 334) ; Articles additionnels : *Prêts aux jeunes ruraux* (p. 335) ; de ce projet de loi en troisième lecture : *Réunion de la Commission de l'agriculture* [1^{er} février 1955] (p. 576) ; Etat B, Chap. 61-60 : *Aménagements agricoles régionaux ; Bas-Rhône-Languedoc ; incidents de Lille* (p. 579, 580). — Donne sa démission de *Ministre de l'Agriculture* (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (séance du 7 février 1955, p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955) (p. 2072).

HOUPOUET-BOIGNY (M. Félix), *Député de la Côte d'Ivoire (App. U. D. S. R.)*.

Son élection est validée [24 août 1951] (p. 6508). = Est nommé membre de la Com-

mission de l'éducation nationale [20 janvier 1953] (**F. n° 216**).

Interventions :

Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pleven) : *Ses observations sur la rupture du Rassemblement démocratique africain avec les communistes, le programme de Bamako, l'aide aux écoles libres* [8 août 1951] (p. 6266, 6267) ; — à la discussion du rapport sur les élections de la Côte d'Ivoire : *Discussion générale* [24 août 1951] (p. 6495, 6496, 6497, 6498, 6499, 6500, 6501) ; — à la discussion d'une proposition de loi relative à l'organisation municipale dans les territoires d'outre-mer : *Ses explications de vote* [13 août 1954] (p. 4177).

HUEL (M. Robert), *Député de la Haute-Marne (A. R. S.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé : membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [15 novembre 1954] (**F. n° 442**) ; membre de la Commission des pensions [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**), [15 mars 1955] (**F. n° 508**) ; membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 18 décembre 1951, une proposition de loi tendant à sauvegarder les droits qu'ils tiennent de leur emploi civil, des fonctionnaires, agents des services publics, employés et ouvriers des entreprises nationalisées, qui souscrivent un engagement ou un rengagement dans l'armée, **n° 2059**. — Le 19 décembre 1951, une proposition de loi tendant à la protection des appellations d'origine en matière de fromage, **n° 2092**. — Le 19 décembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 53 de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et maladies professionnelles, **n° 2095**. — Le 22 janvier 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement, à l'occasion